

*Politique économique*

régionale a investi des sommes fantastiques pour la création de nouveaux emplois.

Je répète, monsieur l'Orateur, que la faute grave que ce gouvernement a commise, c'est ce laisser-aller d'une industrie canadienne qui d'abord méritait, je pense, la protection de ce gouvernement par rapport aux intérêts des Canadiens d'une part pour pouvoir protéger les emplois, sans oublier du même coup de voir à la création de nouveaux emplois. C'est cela qui n'a pas été fait, mais j'étais renversé, monsieur l'Orateur, cet après-midi, lorsque j'écoutais le ministre des Finances (M. Macdonald) qui osait dire: Je pense que nous sommes sur la bonne voie. Malgré tous les problèmes que nous connaissons, il semble bien que nous sommes sur la bonne voie. Et lorsque le ministre des Finances, depuis quelques années, a eu le temps, je pense, de bien vérifier les mesures qu'il pouvait présenter, et il osait prétendre qu'il était sur la bonne voie, avec près d'un million de chômeurs au pays.

On comprendra que cette journée nous permet de traiter de ce problème. On comprendra qu'on ne peut faire autrement que de demander au gouvernement de trouver une nouvelle initiative. Cet après-midi, monsieur l'Orateur, je posais une question au très honorable premier ministre, question qui était pourtant très objective, reconnaissant, je le disais, que les initiatives du gouvernement ont été nettement insuffisantes, et, partant de là, compte tenu de l'augmentation du taux de chômage, fléau le plus dramatique actuellement au Canada, je me demandais, relativement à l'annonce du ministre des Finances qui doit présenter son budget, si avant la présentation du budget il n'y aurait pas lieu de convoquer une conférence de tous les éléments qui pourraient aider le gouvernement. Je pense que c'était objectif.

De ce côté-ci de la Chambre comme de l'autre côté on veut, bien sûr, trouver des solutions, et je crois que le gouvernement a fait la preuve depuis un certain nombre d'années qu'il n'a pas de solution, et je pense qu'il est important que nous réunissions à une même table tous les éléments de la société qui pourraient aider le gouvernement. Nous ne demandons que cela, monsieur l'Orateur, que toutes les personnes qu'on pourrait inviter, à partir du Conseil économique du Canada, je pense qu'il y a quand même un certain nombre d'économistes importants et qualifiés, que les syndicats, que les provinces soient invités à une table ronde, mais avant la présentation du budget, pour aider le ministre des Finances à définir des options pour l'avenir et pour permettre au ministre des Finances de voir à ce que ses crédits soient appliqués, d'une part, de façon efficace à court terme et à long terme. Je crois qu'une réunion s'impose d'urgence, lorsque nous considérons que le gouvernement n'a pas autre chose à nous répondre que: Il y a des pays qui sont plus mal en point que nous.

On ne peut pas se contenter de réponses semblables du gouvernement, et je regrette profondément que le premier ministre ait refusé cette rencontre urgente, immédiate, des éléments intéressés à améliorer la situation, qui coopéreraient, j'en suis sûr, avec le gouvernement pour les intérêts de ceux qui vivent au Canada, et nous applaudirions à une telle conférence si cela amenait une possibilité de corriger la situation actuelle.

J'aimerais également, monsieur l'Orateur, tout en déplorant le refus du premier ministre de convoquer une telle conférence, dire ici que le gouvernement a beau tenter de justifier sa

situation, il a quand même été averti, et je pense qu'il est important que les députés et les Canadiens le sachent bien. Le chef de notre parti, cet après-midi, a donné des chiffres sérieux, a fait état de la situation alarmante, et a sollicité auprès du gouvernement une action urgente. Je pense que les Canadiens sont derrière lui à ce niveau-là, il y a quelque chose à faire, il faut faire quelque chose.

Ce qui est inconcevable et impardonnable, c'est que ce gouvernement a été averti. Je voudrais rendre hommage d'ailleurs au député d'Halifax (M. Stanfield), notre ex-chef de parti, qui depuis cinq ou six années s'était appliqué à avertir le gouvernement de la situation qui existerait si ce gouvernement continuait à administrer le pays comme il le faisait, et comme il le fait toujours. Non, non, on a préféré, bien sûr, politiser les arguments ou les propositions présentés par le député d'Halifax d'aujourd'hui.

On a probablement réussi à le ridiculiser lors de la campagne de 1974 sur une de ses propositions, dont le gouvernement ne s'est pas gêné à utiliser. On a réussi à faire croire à la majorité des Canadiens que l'honorable député d'Halifax n'avait pas raison, si bien que, aujourd'hui, tous les Canadiens reconnaissent que ses prévisions étaient fort justes. Malheureusement, on n'a pas voulu écouter le député d'Halifax et on se retrouve maintenant dans une situation qui frise la catastrophe. Pourtant, lorsque nous condamnons le gouvernement, nous nous faisons accuser de manquer d'objectivité.

A mon avis, les Canadiens attendent l'occasion de servir à ce gouvernement ce qu'il mérite et de lui rappeler qu'il a failli aux objectifs fondamentaux, à ses engagements, aux appels au peuple. Nous reconnaissons, monsieur l'Orateur, que les leviers économiques les plus importants pour corriger la situation appartiennent au gouvernement fédéral, et les provinces le reconnaissent également.

La semaine dernière, le premier ministre du Québec à l'Assemblée nationale reconnaissait, en tenant compte des données statistiques qu'on venait d'annoncer, que les leviers économiques appartenaient au gouvernement fédéral et que le laisser-aller ou le laisser-faire que le gouvernement affichait était un facteur important de la situation actuelle. Mais, de l'autre côté de la Chambre, on se plaît souvent à ridiculiser, je le regrette, et nous le regrettons tous, les déclarations des provinces. Je crois qu'il est important de comprendre et de reconnaître l'importance de la participation des provinces en face d'une difficulté et d'un problème aussi grave.

Il est très clair aussi que le gouvernement actuel n'a pas trouvé et ne semble pas être en mesure de présenter des solutions qui pourraient corriger la situation. Je pense que les provinces sont intéressées à participer à des décisions nationales de cette envergure sur un problème aussi vital que la situation actuelle.

Ce gouvernement, depuis 10 ans, et on l'a dit cet après-midi et on ne le dira jamais trop, a eu une attitude de confrontation face aux provinces, une attitude de décision unilatérale. Aujourd'hui, on se demande pourquoi tant de Canadiens, et je ne dis pas tant de Québécois, je dis tant de Canadiens, se posent des questions sérieuses sur l'avenir du fédéralisme, sur la formule d'un fédéralisme normal, mais sur la formule du fédéralisme appliquée par ce gouvernement. Ce n'est pas le fédéralisme comme tel qui peut faire défaut, mais c'est dans